

Machine à broyer

Ainsi donc le projet Tempo ne serait pas le dernier mouvement du démantèlement de France 3 ? Un nouvel acte restait à écrire : la fusion absorption du réseau régional de France 3 et de celui des France Bleu avec les deux présidentes à la manœuvre à 4 mains.

La présidence de France Télévisions aura beau avoir changé quelques mots d'un document de travail plus ou moins édulcoré où certains termes ont étrangement disparu comme les « économies d'échelle », mais ce plan saugrenu est confirmé, cette fois, sur 10 ans.

Derrière les « rapprochements » espérés se profilent les économies budgétaires de grande échelle, la réduction et l'appauvrissement de l'offre, mais aussi des suppressions d'emplois et la dégradation inévitable des conditions de travail.

La direction pourra maintenant réaffirmer que non, ce n'est pas un retour à l'ORTF, les salariés ne sont pas dupes ! Des dénégations que vous avez soutenues vous, direction du réseau !

Une direction prise avec le doigt dans le pot de confiture mais qui persiste maladroitement à nier l'existence (comme nous le redoutions déjà) d'un véritable plan caché.

Caché et sournois car nous vous alertons sur les dégâts éditoriaux et sociaux liés à la mise en œuvre d'une telle réforme.

Quelle détestation pour notre chaîne, quel mépris pour tous ses salariés. Après on pourra toujours organiser des ateliers !

Depuis 13 ans maintenant, les techniciens, administratifs et journalistes de France 3 n'ont connu que des

réorganisations, ou selon une expression chère à la direction de la Fabrique, une « recartographie », des regroupements d'instances et des contenus « éditoriaux », programmes ou JT déterminés que par une politique du chiffre : mutualisations, baisse d'ETP, JT communs et postes vacants laissés dans les limbes d'une future suppression. En témoignent la perte de sens au travail des techniciens vidéo de Nantes victimes malgré eux de toute cette politique du vide instaurée au fil du temps dans nos antennes régionales et ce n'est pas un cas isolé. Nous en reparlerons dans ce CSE.

Comment un tel projet de fusion, qui ne dit pas son nom, peut-il être pensé sans impliquer les salariés auxquels on demande encore et toujours plus de polyvalence et de productivité ?

L'humain n'existe plus que pour s'adapter, de gré ou de force, au prix d'un absentéisme de plus en plus élevé, d'une usure au niveau santé et au mieux d'une stratégie d'évitement, décrites plusieurs fois par des experts.

Pendant qu'on pourrait attendre de notre présidence un travail engagé sur notre financement après la suppression de la redevance, les projets de suppression ou de restrictions d'éditions et de mise en commun de moyens s'empilent : NRCS, régie automatisée, Tempo et maintenant regroupement des antennes régionales avec les locales de France Bleu. Vous n'avez tiré aucune leçon des remarques et demandes de certains inspecteurs du travail. On dirait même que c'est avec une exquise brutalité dont vous avez le secret que chaque projet est élaboré.

Alors qu'on pouvait attendre de la direction du réseau une vraie politique de régionalisation avec les moyens afférents aux tranches récupérées, la fameuse inversion du modèle, et à tout le moins un vrai rééquilibrage entre antennes, aucune action dans ce sens ne se dessine. Juste un vocabulaire : réenchantement du travail, autonomie de programmes, fin des économies...

Quel mépris pour des salariés qui longtemps ont accepté de nouvelles tâches, de nouveaux défis souvent sans les outils et avec la souffrance de se retrouver au cœur de fantasmes d'organisations idéales ou une équipe se résumerait dorénavant à une seule personne. Vous installez une co-construction de carton-pâte qui vous sert de socle, tant pis pour les pertes financières et humaines que cela engendre, avec de telles fondations, ne soyez pas étonnés quand l'édifice s'effondrera.

Quant à la mise à l'écart inévitable des CDD et intermittents qu'engendrerait ce projet, qui devaient pourtant être au centre d'un renouvellement des effectifs avec la Rupture Conventionnelle Collective, ils n'ont désormais même plus le droit de recevoir les communications internes de l'entreprise notamment celles, hebdomadaires, qui recensent les postes vacants.

Nous allons peser nos mots mais notre colère est grande et notre aspiration à un dialogue social constructif et apaisé s'est largement émoussée au fil du temps.

Comment en sommes-nous arrivés à ce degré de détestation de la part de la direction de l'entreprise pour France 3 ? La chaîne des régions fait encore le quotidien des téléspectateurs qui continuent de priser ses journaux régionaux et nationaux, avec des audiences qui résistent, loin, très loin de celles de la chaîne France Info.

Alors non, nous ne serons pas ces poissons rouges joyeux et apaisés dans un bocal, avec ces décors mirobolants, que vous voulez peut-être nous faire devenir. Nous sommes tout autant que vous comptables devant ceux que nous représentons de l'avenir de France 3, la chaîne de la proximité.

Paris, le 22 février 2023

**Nouveau ! Suivez le snj_ftv
sur instagram :**

